

Le pouvoir aux travailleurs

11 JUIN 1991

N° 1

FRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

S O M M A I R E

PAGES	
1 - 2	Editorial
3 - 4	La famine en Afrique: c'est le système capitaliste qui est pourri. Il faut le renverser.
	<u>COTE D'IVOIRE</u>
5 - 6	Les ouvriers à Abidjan: des privilégiés?
7 - 8	Vers un gouvernement PDCI-FPI ?
8 - 9	"Le plan Ouattara" c'est l'aggravation de la misère.
9 -10	La santé est partout un droit à conquérir
10-11	Halte à la répression barbare des étudiants!
12-16	A propos du multipartisme.

é d i t o r i a l

Le présent numéro est le premier d'une publication qui entend se placer sur le terrain du prolétariat et expliquer les faits politiques et sociaux du point de vue des intérêts des travailleurs.

Les rédacteurs de cette revue sont de ceux qui considèrent intolérable le sort qui est fait à la majorité pauvre de ce pays. D'autant plus intolérable que, malgré sa pauvreté, le pays offre un champ d'enrichissement considérable pour une poignée de riches, ivoiriens ou étrangers, propriétaires d'entreprises, marchands, banquiers ou simplement hauts fonctionnaires et politiciens corrompus.

Les rédacteurs de cette publication ne sont certainement pas les seuls à être révoltés par la situation des classes laborieuses de ce pays. Ce sentiment est certainement partagé, plus ou moins consciemment, par la masse des victimes de cette situation comme d'ailleurs par tous les hommes de bonne foi et de bonne volonté. Ils ne sont sans doute même pas les seuls à constater qu'il y a une opposition d'intérêts entre les riches capitalistes et les ouvriers et que la richesse des uns provient de la pauvreté des autres.

Mais ils se revendiquent d'un courant d'idées qui considère que cette opposition d'intérêts, cet antagonisme de classes n'est pas seulement générateur de souffrances pour la majorité, mais aussi un des principaux moteurs de l'histoire.

La masse des prolétaires, c'est-à-dire la masse de ceux qui, dans ce pays, n'ont que leur travail pour vivre - à condition de trouver du travail - représente une force considérable. Cette force est suffisante pour transformer la société de fond en comble. Mais à condition qu'elle soit mise en oeuvre dans le but de confisquer aux bourgeois, ivoiriens ou étrangers, ce qu'ils ont volé aux ouvriers et aux paysans afin de mettre à la disposition collective de ceux qui travaillent les richesses qu'ils produisent. Les moyens de production, industriels et agricoles, pourraient alors être utilisés, pour qu'on cesse dans ce pays de mourir de faim ou de végéter par malnutrition, pour que chacun puisse se loger et se vêtir décentement et pour que les enfants des ouvriers et des paysans pauvres aient les mêmes droits à l'éducation, à la culture que tous les enfants et pour que chacun ait droit au respect des autres.

Les rédacteurs de cette revue entendent oeuvrer pour que la classe des prolétaires prenne conscience de ses intérêts et de sa force. Ils entendent en conséquence combattre tout ce qui va à l'encontre de cette prise de conscience : aussi bien l'ethnisme, le tribalisme et le nationalisme que tous les obscurantismes religieux qui prêchent tous aux pauvres d'accepter leur sort.

Les rédacteurs de cette revue entendent apporter leur contribution à la construction future d'un parti des ouvriers

ayant pour but de défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches, mais surtout de préparer les masses aujourd'hui exploitées, opprimées, à s'organiser pour renverser le pouvoir étatique en place qui défend les intérêts des riches et des privilégiés, pour mettre à la place le pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres.

Ils considèrent que seule une réorganisation de la production en fonction des besoins fondamentaux de la population, comme la répartition égalitaire entre tous, permettrait une amélioration du sort des ouvriers et des paysans pauvres.

Mais ils constatent aussi, que la Côte d'Ivoire est intégrée dans l'économie mondiale comme un pays sous-développé, pillé par l'impérialisme. Ils considèrent qu'aucune transformation sociale, même profonde, mais limitée au seul cadre de la Côte d'Ivoire, ne permettrait d'échapper complètement à l'emprise économique de l'impérialisme, sans même parler de ses pressions militaires. Seule la destruction de l'impérialisme, c'est-à-dire le renversement du pouvoir politique et économique de la bourgeoisie dans les puissances impérialistes pourra permettre une réorganisation rationnelle et égalitaire de l'économie à l'échelle du monde.

En conséquence, les rédacteurs de cette revue entendent oeuvrer pour la révolution des classes exploitées

à l'échelle de l'ensemble de l'Afrique, sans respecter les frontières artificielles établies par les anciens colonisateurs et laissées en héritage aux régimes prétendument indépendants. Mais ils considèrent également que la révolution du prolétariat d'Afrique devra viser, consciemment, à entraîner par son exemple et par sa politique, le prolétariat international.

Ils considèrent que les travailleurs des pays pauvres et des pays riches ont en commun l'intérêt de joindre leurs efforts pour débarrasser le monde de l'emprise d'une classe de grands capitalistes, très minoritaire mais qui exploite et qui pille le monde entier.

Les rédacteurs de cette publication entendent, par conséquent, favoriser tout effort pour organiser des prolétaires, les ouvriers des villes et des campagnes, leurs frères dans les villes qui sont réduits à l'inactivité forcée par le chômage et qui doivent vivre de petits métiers, dans une organisation politique visant clairement la transformation de la société.

En cela, notre journal se revendique d'un courant d'idées qui a été incarné dans l'histoire par des hommes comme Marx, Engels, ou encore par ceux qui ont fait la révolution ouvrière en 1917 en Russie, mais aussi ceux qui ont combattu la transformation du régime de ce pays en une dictature anti-ouvrière au service d'une bureaucratie oppressive.

LA FAMINE EN AFRIQUE: C'EST LE SYSTEME CAPITALISTE
QUI EST POURRI. IL FAUT LE RENVERSER

Quelques jours après le cyclone qui a fait 100.000 ou 200.000 morts au Bengladesh, voici qu'on annonce que trente millions d'Africains sont menacés par la famine. Cela donne aux dirigeants des pays riches, aux journalistes et autres sous-fifres à leur solde de discuter de leur prétendue aide aux sinistrés des différentes régions du Tiers-Monde. Certains se demandent s'il en faut trop ou pas. D'autres prétendent que l'aide ne sert à rien. Ils proposent de chercher les solutions localement, d'apprendre aux pays pauvres comment s'en sortir par leurs propres moyens. Comme si c'était de gaité de coeur et volontairement que les millions d'affamés et de pauvres de ces régions se condamnaient stoïquement à la famine et à la mort. Quelle hypocrisie! Quand il fallait, pour leurs intérêts, chasser le dictateur Saddam Hussein du Koweït, ces messieurs n'ont pas perdu leur temps en des balivernes d'imbécile. Très vite ils ont su accorder leurs différentes voix et trouver des moyens colossaux en matériel, armes et argent. Mais quand il est question de sauver de la mort des millions d'être humains, les voici s'égosiller en formules vaines et creuses. Tout au plus, enverront-ils une équipe de télévision pour filmer en direct des enfants mourants, au ventre ballonné, faute de nourriture et de médicaments, comme ceux du Bengladesh aujourd'hui ou d'Ethiopie, il n'y a pas longtemps. Les millions d'hommes, de femmes, d'enfants crevant dans la misère n'ont pas d'importance aux yeux de ces gens-là. Ils étaient autrement plus émus par les malheurs de l'émir Jaber du Koweït lorsqu'il a dû abandonner ses palais en marbres et ses baignoires en or

pour des hôtels de luxe de la Côte d'Azur. Mais quoi d'étonnant que la solidarité des riches aille aux riches?

Alors oui, l'Afrique s'enfoncé dans la misère et la famine. Ce ne sont pas seulement trente millions d'Africains qui sont menacés. C'est tout le continent qui sombre dans la profondeur de la désolation. Aucune région, aucun pays n'est épargné. Oui, l'Afrique entière est transformée en un véritable camp de concentration, avec des barbelés tout autour, dans lequel des millions d'hommes sont en proie à la famine, à la misère, aux maladies mais aussi à toutes sortes de violence, de guerres ethniques, d'assassinats et autres crimes. Et ce n'est pas la charité, la compassion des uns et des autres qui peut y changer quoi que ce soit. Le problème n'est pas là.

L'Afrique n'a pas besoin de charité. Et surtout pas du côté de ceux qui aujourd'hui font semblant de verser des larmes de crocodiles sur ses malheurs! Car, pourquoi en est-on là? D'où vient cette situation? La famine et autres calamités sociales qui frappent ce continent ne tombent pas du ciel! Pendant des siècles, l'Afrique a été mise en coupe réglée, exploitée, pillée, saignée à blanc pour le plus grand bien des pays riches. D'abord, avec, certes, la complicité des roitelets locaux, on a réduit une partie de ses populations en esclaves pour enrichir la bourgeoisie anglaise, française, américaine, dans les plantations de canne à sucre, de tabac et de coton etc..., aux Antilles françaises et anglaises et en Amérique. Ensuite, on l'a colonisée, dépecée, pillée. On a démoli ses

cultures vivrières pour imposer celles rentables et profitables aux industries des pays riches: le coton, le cacao, le café, l'arachide, etc... Voilà d'où vient la situation actuelle, la dégringolade vertigineuse de ce continent dans le goufre de la famine et autres misères! Et puis il y a eu les indépendances ou plus précisément on a imposé aux populations de ce continent des marionnettes, des pantins, les Senghor, les Tombalbaye, les Houphouët, les Mobutu et ensuite les Bongo, les Sassou, les Compaoré, pour continuer la même entreprise d'exploitation des ressources tant naturelles qu'humaines nécessaires pour la bonne marche du commerce et des industries des pays riches.

Oh! bien sûr, ces dirigeants africains s'en sont bien sortis eux! Ils se sont enrichis, vivent dans le luxe. Mais ils ne sont que des laquais, des nègres de service qui ne reçoivent que des miettes que veulent bien leur laisser leurs maîtres de Paris, Londres ou New-York. Le principal bénéficiaire de la famine, de la misère de l'Afrique, c'est l'impérialisme, les pays riches. Ce sont eux qui en profitent le plus, ce sont eux qui en sont les responsables parce que, même aujourd'hui, ils continuent à tirer des richesses de la misère des populations africaines.

Alors si on veut que l'Afrique sorte de cette situation, la charité ne suffit pas. Sans oublier que la prétendue "aide humanitaire" des

pays riches ne parvient que difficilement ou même pas du tout à ceux qui en ont besoin. Elle ne sert le plus souvent qu'à enrichir les dirigeants et autres agents de l'impérialisme au pouvoir dans les pays africains. Il est à la mode de faire des discours sur l'opposition entre le Nord riche et le Sud pauvre et de le déplorer. Mais la pauvreté de la Côte d'Ivoire ou plutôt de la majorité de son peuple n'empêche pas Houphouët et quelques autres d'être riches comme la richesse des Etats-Unis ou celle de la France et surtout celle de la bourgeoisie n'empêche pas une partie de son prolétariat de sombrer dans la misère. L'exploitation du Sud par le Nord n'est qu'un aspect de l'exploitation générale des prolétaires, des pauvres, par des bourgeois, à l'échelle du monde. L'opposition n'est pas entre Nord et Sud, mais entre riches et pauvres, bourgeois et prolétaires. Il faut s'en prendre à l'ordre de classe de la bourgeoisie, à cette poignée d'exploiteurs et de profiteurs qui dirigent le monde, si l'on veut que l'Afrique en finisse avec la famine, car c'est le système capitaliste qui est pourri. Il faut le renverser. Mais seul le prolétariat peut le faire, aussi bien au Nord, au Sud ou ailleurs, pour mettre au service de l'humanité les moyens énormes qui existent afin d'en finir avec la famine, les maladies et autres misères dont sont victimes aujourd'hui plus de trois quarts des hommes sur la planète.

LES OUVRIERS A ABIDJAN: DES PRIVILÉGIÉS?

Bien de gens disent qu'être ouvrier à Abidjan est un privilège. Une telle remarque passe encore, lorsqu'elle vient de nos frères encore plus démunis que nous, ou encore, de nos familles vivant à la campagne qui ne sont pas au fait des choses. Ils peuvent se dire qu'avoir un salaire, même maigre, c'est déjà pouvoir manger au moins une fois par jour, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Pas à ceux notamment qui n'ont ni travail ni champ à cultiver. Et même pour nombre de paysans pauvres, victimes actuellement de la baisse brutale des prix de leurs produits et qui se font en plus voler par les collecteurs, le sort des salariés peut paraître enviable.

Mais lorsque ce sont les gens au pouvoir qui tiennent de tels propos, pour dresser les pauvres les uns contre les autres afin de mieux les appauvrir encore au nom de la "solidarité nationale", mais en réalité, pour enrichir encore plus les riches, cette démagogie anti-ouvrière est franchement abjecte.

Aujourd'hui, être ouvrier dans une usine c'est toucher un salaire de 40.000f. Et vivre avec un tel revenu à Abidjan c'est mener une vie de misère, de privation constante, de ne pas manger à sa faim, de manquer des choses les plus élémentaires telles que l'eau et l'électricité; d'être en permanence submergé par mille soucis de la vie: se soigner avec quoi? Scolariser les enfants avec quoi? Aider à la famille en difficulté avec quoi? Nous n'osons même pas aller au village rendre la visite à la famille parce que nous n'avons rien à leur offrir. Beaucoup de travailleurs ont honte d'y aller. Ils s'attendent

à ce que leurs familles restées au village leur disent: "Comment toi qui es à Abidjan tu n'as rien?".

Ce sont là des faits que des milliers de travailleurs entassés à Abobo ou dans d'autres quartiers ouvriers partagent en commun. Eux qui, faute de moyens, mangent à la hâte du "n'importe quoi" à midi aux sorties des usines. Eux qui sont obligés de se lever tôt le matin pour se rendre à pied au travail parce que la route est longue et parce que dès le 6 du mois ils n'ont plus d'argent pour se payer le bus. Eux qui très souvent sont obligés de réster une semaine durant à l'usine sans rentrer à la maison parce que le trajet coûte très cher. Eux qui subissent tous les jours l'humiliation des patrons qui les méprisent, qui les menacent de renvoi. Eux qui sont obligés de subir cette maudite vie parce que la vie de leurs enfants et de leurs familles en dépend; parce que partout ailleurs c'est la même vie qui les attend. C'est ça être "privilégiés" ?

Les vrais privilégiés ce sont ceux qui ne travaillent pas mais qui vivent de la sueur et de la misère des autres. Ce sont ceux qui vivent dans des belles villas à Cocody, de Golf Riviera ou des "Deux Plateaux". A ceux-là il ne manque rien. Ils ont leurs belles voitures, leurs routes goudronnées bordées d'arbres où la Sitaf passe deux fois par jour, leurs hôtels et leurs restaurants de luxe.

Ce sont ces-gens là qui osent nous dire qu'être ouvrier est un luxe ! Ce sont ceux-là même qui nous parlent de crise, de conjoncture, de solidarité. Ces

gens-là ont été, pour la plupart, de fermes soutiens de la dictature, du parti unique. Bruyamment ou tacitement, ils apportaient dans le passé leur soutien aux pires mesures de répression. Mais comment pouvaient-ils donc trouver critiquable un régime qui leur a permis à eux, se remplir si bien les poches, les uns dans les affaires, les autres en aidant, de leurs postes de député, de ministre, de directeur de cabinet, les précédents à faire des affaires - et à prélever au passage leur propre commission.

Avec l'avènement du multipartisme, on en entend d'autres - voire les mêmes qui ont retourné leurs vestes - critiquer l'ancien fonctionnement de l'Etat et ses profiteurs. Et de nous dire que maintenant par contre, les choses commencent à changer, vont changer ou devront changer: le multipartisme, c'est la liberté! Mais tous ces riches ou ces futurs riches n'entendent pas la même chose que nous quand ils parlent de liberté. La liberté pour eux c'est le droit de critiquer la gestion du pouvoir en place, afin de s'y substituer...ou de s'y intégrer. C'est de pouvoir prétendre à la direction des affaires. Mais nous les travailleurs nous savons bien que dans nos usines la direction peut changer autant de fois qu'on le veut, sans que cela change en quoi que ce soit pour nous. D'ailleurs, n'avons-nous pas déjà, qui à Blohorn, qui à Transcap, qui à Solibra, qui à Filtisac, autant de directions différentes? Et alors? Toutes ces entreprises avec chacune ses gardiens, sa comptabilité, sa direction technique, commerciale etc... etc...n'ont-elles pas en commun le même objectif qui est le profit au mépris de nos conditions de vie?

Mais que les prétendus opposants parlent pour eux. Parce

que pour nous les travailleurs ce sera toujours avec le même baton qu'ils vont nous parler. Abobo pour nous restera toujours le même Abobo. Et Cocody pour eux restera toujours le même Cocody!

Les riches sont organisés de mille manières. Ils disposent pour cela de leur savoir, de leurs richesses. Mais surtout des gens ayant une conscience de classe. Des gens qui savent bien faire la distinction de classe. Des gens qui savent jusqu'où ils peuvent aller au cas où les travailleurs se mettent en lutte sans que les intérêts des riches ne soient mis en cause. Des gens qui savent tromper les travailleurs avec des mots comme "peuple", "liberté", "démocratie", "intérêt national", "solidarité", "socialisme" etc... Mais eux les riches, ces mots ne les trompent pas.

Mais alors, cela signifie-t-il que jamais on ne pourra changer les choses? Certainement pas. Un arbre aussi gros soit-il est condamné un jour à mourir. C'est l'évolution des choses. Soit parce qu'il devient vieux, soit parce que le climat a changé. Alors, il est obligé de laisser la place à un autre arbre. C'est la même chose pour les sociétés des hommes. Aujourd'hui, nous vivons dans une société capitaliste. Une société où ce sont les riches qui décident, qui dirigent, qui s'accaparent de toutes les richesses. Au point qu'il y a de jour en jour plus de pauvres. Nous qui habitons les quartiers comme Adjamé, qui chaque matin prenons les gbakas et les bus pour nous rendre au travail à Vridy, Yopougon, zone 4, etc...savons combien nous pouvons être forts si nous aussi nous nous organisons, comme les riches savent le faire, pour défendre nos intérêts, les intérêts des

pauvres. Les riches ont des hommes, des intellectuels dévoués à leur classe. Comme eux, nous aussi nous avons besoin de travailleurs, de travailleuses dévoués à leur classe pour former d'autres travailleurs et de travailleuses pour diriger la lutte, pour changer de climat, pour changer de société, pour faire triompher les intérêts des pauvres. Cela est possible et

cela est juste. Il est juste que ceux qui travaillent aient du pain. Il est aussi possible parce que déjà aujourd'hui c'est nous qui produisons toutes les richesses et cela à toutes les échelles de la production.

Alors, s'atteler à créer une organisation des travailleurs est la tâche de tous ceux qui aspirent à un réel changement

COTE D'IVOIRE:

VERS UN GOUVERNEMENT PDCI-FPI?

Depuis l'avènement du multipartisme qui a suivi les événements de mars 90, les partis d'opposition s'acharnent dans leurs journaux et les discours de leurs leaders pour critiquer le pouvoir du PDCI et sa politique. Ces discours trompaient et probablement trompent toujours les petites gens qui se font des illusions quant à la réalité des ambitions de ces partis dits d'opposition. Certaines réactions sont compréhensibles dans la mesure où tout le monde sait que même les intellectuels ont subi avec l'ensemble des pauvres de la Côte d'Ivoire la dictature du seul Houphouët et sa clique du PDCI pendant 30 ans.

Mais cela ne devrait pas empêcher les travailleurs de voir le vrai visage de ces nouveaux dirigeants qui prétendent défendre les intérêts des Ivoiriens. Dans ce mot "Ivoirien" en général, ces beaux orateurs veulent nous faire croire que contre le PDCI nous devons être du même côté avec les autres patrons comme Anaky qui ont exploité eux aussi des travailleurs pendant 30 ans.

Aujourd'hui, les choses se

précisent un peu: un député FPI est élu vice-président de l'assemblée Nationale; bien sûr avec les voix des députés du PDCI. Ceci veut dire qu'il pourrait remplacer H. K. Bedié en cas d'absence. Au sujet de cette élection, "Fraternité-Matin" qui, pour ce genre de chose, est mieux informé que n'importe quel journal, a dit à juste titre: "la cohabitation matérialisée"!

Mais cela n'est pas le seul exemple. A l'assemblée nationale, il fallait un nombre de dix députés pour former un groupe parlementaire, mais le PDCI a ramené ce nombre à 8, permettant ainsi au FPI qui n'a que 9 députés à former tout seul un groupe parlementaire.

En politique, personne ne cède rien à son adversaire. Alors, qu'a obtenu le PDCI en échange de son geste? Le fait que le FPI évite soigneusement de parler de la fameuse "conférence nationale" (réclamée sur tous les tons par les partis d'opposition) laisse supposer que son silence sur cette question est peut-être un

des éléments d'entente entre les deux partis. On parle même, de l'existence des "accords secrets" entre eux, dans certains milieux de l'opposition.

Certes, la conférence nationale, même si elle avait lieu, n'apporterait fondamentalement rien de nouveau. Mais la tenue d'une telle conférence pourrait rapidement prendre l'allure d'un procès du PDCI et augmenter peut-être les tensions sociales, sans compter le risque pour ce parti d'être contraint à quitter le pouvoir.

Cela dit, le rapprochement manifeste entre les deux partis rend possible la formation d'un gouvernement de coalition à un moment qu'ils jugeront opportun.

Et d'ailleurs L. Gbagbo était bien demandeur pour le poste du premier ministre mais c'est Houphouët qui lui avait préféré Allassane Ouattara.

Comme quoi, c'est une opposition pour le pouvoir mais non pas une opposition contre la politique du PDCI, alors que ces messieurs prétendent représenter

les travailleurs, les petites gens et les pauvres ivoiriens contre le PDCI dans les différentes assemblées du pays.

Pour nous les travailleurs, c'est un élément qui nous permet tout simplement d'éclaircir la réponse à notre question: à savoir si nous nous battons pour définir le nom de l'exploiteur qui doit nous faire subir l'austérité et la misère ou nous nous battons pour un changement social de nos conditions de vie?

Pour nos conditions de vie, il n'y a que nous qui en savons vraiment ce que c'est et donc nous sommes les seuls à avoir des raisons de nous battre réellement pour les changer. Et pour ça il ne faut pas compter sur les partis d'opposition qui ne cherchent qu'à partager le pouvoir. Il faut compter sur nous-mêmes en créant notre propre parti politique qui n'acceptera pas des propositions cadeaux empoisonnés du PDCI mais qui défendra jusqu'au bout les intérêts des travailleurs et de toutes les autres couches socialement pauvres de la Côte d'Ivoire.

COTE D'IVOIRE : LE "PLAN QUATTARA"

C'EST L'AGGRAVATION DE LA MISERE

Lorsque Houphouët Boigny a nommé Allassane Ouattara au poste de premier ministre, ce dernier a été présenté comme le "technocrate compétent" qui allait "relancer l'économie ivoirienne". Tout le monde disait, y compris les partis d'opposition disait à longueur de journée qu'il avait un "bon

plan", le "plan Ouattara". Les dirigeants du FPI disaient même que Ouattara avait copié leur plan à eux.

M a i s c e " p l a n d'assainissement", ce sont les travailleurs et les couches pauvres de la population qui en font les frais comme par le

passé.

Les dirigeants du FMI en sont d'ailleurs satisfaits. Ils viennent de lui accorder un satisfécit en acceptant le rééchelonnement d'une partie des dettes de l'Etat ivoirien.

Pour faire croire que c'est tout le monde, riches et pauvres, qui va faire des sacrifices au nom de la "solidarité nationale", Ouattara a pris quelques mesures qui ne coûtent rien aux riches. Ainsi, il a supprimé par exemple une douzaine d'ambassades de la Côte d'Ivoire dans les pays pauvres. Il a aussi mis aux enchères près de 3.000 voitures du parc automobile de l'Etat. Ça c'est le côté jardin. Mais côté cours, c'est-à-dire du côté qui touche directement la vie des masses pauvres, c'est l'aggravation de leurs conditions de vie. Les salaires des petits fonctionnaires sont bloqués alors que les prix des denrées bien qu'officiellement contrôlés ne cessent d'augmenter.

Ce sont en réalité les petites gens qui payent les frais de la "réduction du train de vie de l'Etat". Ainsi, les hôpitaux publics et les dispensaires sont complètement démunis de médicaments. Les malades s'entassent jusque dans les couloirs des CHU. Les lits de ces hôpitaux sont sans draps. Chaque malade hospitalisé, à condition

qu'il puisse être reçu par un médecin et obtenir une place pour se faire hospitaliser, doit se débrouiller avec sa famille pour se procurer vivres et médicaments. Si bien que pour les travailleurs et leurs familles, être malade signifie la ruine et l'endettement jusqu'au cou. Dans les quartiers populaires c'est l'insalubrité qui gagne du terrain. Le ramassage d'ordures ménagères est une chose que bien des quartiers ne connaissent pas.

Pour l'énorme majorité de ces habitants des quartiers pauvres, pouvoir inscrire leurs enfants à l'école est devenu un véritable luxe. Les écoles publiques sont surchargées tandis que les écoles privées sont inabordables tant les frais d'inscription et d'écologie sont élevés.

Et pendant que l'écrasante majorité de la population s'enfoncé dans la misère, une minorité de privilégiés s'enrichit de plus en plus en étalant sa fortune au milieu de cet océan de misère. C'est cela le "plan Ouattara". Les dirigeants de l'impérialisme lui souhaitent une longue vie en espérant que les masses exploitées ne se révoltent pas. Mais les exploités, s'ils veulent en finir avec ces injustices révoltantes, n'auront pas un autre choix que celui de révolte.

COTE D'IVOIRE: LA SANTÉ EST PARTOUT UN DROIT À CONQUÉRIR

La Côte d'Ivoire est le pays cité de l'Afrique de l'Ouest en matière du développement des infrastructures médicales. A part le centre polyclinique "St Anne" et le centre cardiologique au CHU de Treicheville, le pays du

"miracle des années 70" possède plusieurs CHU dits "modernes".

Seulement voilà, les hôpitaux où l'on peut éventuellement avoir tout sont privés et ne reçoivent que des riches venant

de plusieurs pays de la région. Et les CHU publics ne le sont que par les bâtiments et les noms.

Une patiente est morte au CHU de Yopougon (considéré comme le plus moderne) au cours d'une opération chirurgicale parce qu'il manquait des compresses et d'autres matériaux de première nécessité pour ce genre de cas; un autre patient s'est fait opérer dans le désespoir au CHU de Treicheville seulement avec une anesthésie locale et sans calmant parcequ'il ne pouvait déboursier "que" 45.000 CFA. La liste serait très longue car chacun sait que beaucoup de pauvres gens meurent devant les portes des CHU si déjà ils arrivent à payer le déplacement, parce que tout simplement ils n'ont pas les possibilités de payer les frais des soins, comme par exemple la nivaquine contre le paludisme. Et pourtant beaucoup de ces gens

travaillent et contribuent d'une manière ou d'une autre à remplir les différentes caisses de l'Etat si ce n'est pas directement les poches de quelques "grotos" ivoiriens et étrangers.

Certes la Côte d'Ivoire est un pays pauvre et elle subit comme tous les autres les effets de la crise du capitalisme mondial. Mais l'argent pour acheter les médicaments et soigner les gens, on pourrait en avoir. Mais c'est un choix politique; or les dirigeants et les riches préfèrent se remplir les poches, s'acheter des mercedes, construire une basiliques et des villas de luxe, comme Alassan Ouattara vient de le faire en s'offrant un château à 300 millions de F.CFA. Ils se moquent éperdument des besoins des pauvres car de toute manière, ils s'en vont régulièrement en Europe pour se faire soigner.

HALTE À LA RÉPRESSION BARBARE DES ÉTUDIANTS!
FORCES DE RÉPRESSION, HORS DE L'UNIVERSITÉ!

Dans la nuit du 17 au 18 mai dernier, des militaires ont fait une irruption à la cité universitaire de Yopougon, alors que les étudiants étaient déjà au lit. Les militaires ont coupé l'électricité avant d'attaquer lâchement les étudiants avec une sauvagerie incroyable. Il y a eu de nombreux blessés dont au moins deux dans un état comateux. Il y a eu officiellement plus de 150 étudiants arrêtés avant d'être relâchés. Il y aurait eu des étudiantes violées, d'autres tabassées à mort, d'autres encore blessées et contraintes à "laper"

leur sang, etc.

tout a commencé le 15 mai par une conférence de presse que la FESCI (syndicat des étudiants et élèves) devait tenir pour exposer les problèmes des étudiants: en transport, logement, bourses, classes surchargées, etc. Mais cette conférence de presse n'a pu avoir lieu. A peine commencé qu'un petit groupe de provocateurs appelés "loubarde" est venu la perturber, créant ainsi une situation qui a dégénéré au bagarre généralisée.

Trois voitures appartenant au Rectorat seraient incendiées ainsi que des vitres cassées.

Cela a servi de prétexte, vraisemblablement créé de toutes pièces par les autorités, pour envoyer une expédition punitive contre les étudiants de Yopougon. Cette cité universitaire a été la cible des autorités, précisément parce que la base de la FESCI se trouve là et que les étudiants de cette cité sont les plus combattifs. La cité universitaire de Yopougon est une épine dans les pieds du gouvernement ivoirien. Il fallait s'en débarrasser. Par la terreur et la répression sanglante, les dirigeants voulaient briser la FESCI dont la colonne vertébrale est constituée par la cité de Yopougon.

Dans ces cas, comme dans d'autres, en réprimant, l'armée n'a fait que jouer son rôle normal. Car elle est là précisément pour défendre l'ordre social des riches, défendre leurs biens et privilèges. C'est pourquoi, il ne faut pas s'en étonner ni crier naïvement au "scandale" comme le font certains journaux d'opposition.

Avec la répression des étudiants, ce qui est en cause, c'est la liberté de se réunir, de discuter de ses problèmes, de revendiquer ses droits.

Le gouvernement a lâché l'année dernière le multipartisme sous la pression de la rue. Mais ce multipartisme-là est une coquille. On a le droit de créer des partis ou syndicats. Mais ceux-ci n'ont pas par exemple le droit de s'exprimer, de défendre leurs droits.

C'est ainsi que le 29 mai dernier, les forces de répressions ont violemment disperser une marche de protestation (contre la répression des étudiants) appelée par plusieurs syndicats, sous prétexte que la hiérarchie catholique était contre la participation des associations catholiques. C'est ainsi qu'en avril dernier, les autorités - soutenues par l'UGTCI - ont envoyé des dizaines de soldats à Filtisac pour étouffer une tentative de grève de nos camarades.

Donc, nous les travailleurs, nous savons bien qu'il n'y a pas de démocratie dans ce pays. Il nous faudra encore lutter pour obtenir des libertés démocratiques. C'est pour quoi, nous sommes tout à fait solidaires des étudiants qui luttent pour la satisfaction de leurs justes revendications. Nous exigeons le retrait immédiat des soldats du campus universitaire ainsi que du lycée classique et autres.

MALI

En s'adressant aux représentants du corps diplomatique et des organisations internationales, le ministre du plan et de la coopération, Bakary Marito, a déclaré que les dégâts matériels causés par les manifestations et les émeutes de mars dernier sont estimés à plus

de 22 milliards de F.CFA.

Ce qu'il ne dit pas, ce sont les dégâts causés par plus de 20 ans de règne de Moussa Traoré, et comment il compte changer le sort des pauvres au Mali. Bien sûr, ce n'est pas ses préoccupations.

Ces déclarations, ces estimations, c'est plutôt pour quémander auprès des Etats impérialistes et des organismes internationaux des aides urgentes pour le Mali. Et, c'est aussi pour montrer aux populations maliennes que la caisse de l'Etat est en difficulté. Autrement dit, il ne faut pas s'attendre à des augmentations de salaires et des conditions de vie meilleures que sous le régime de Moussa Traoré.

S'il y a des leçons à tirer pour nous autres qui travaillons

en CI, c'est que c'est le même type de langage que va nous tenir le prochain gouvernement, quel que soit le parti ou les partis qui vont se partager le pouvoir. Pourquoi? Parce qu'ils servent, comme au Mali, avant tout les intérêts des riches.

En attendant, ce qu'on peutsouhaiter c'est que les travailleurs maliens manifestent leur mécontentement afin de faire payer les riches.

A PROPOS DU MULTIPARTISME

Depuis une année, sous la pression de la rue, des émeutes et des grèves, mais aussi et parfois surtout, sur recommandation de l'impérialisme français, principal protecteur des dictateurs de nos pays, plusieurs de ces dictateurs ont retourné leur veste ou leur "abakos" de dirigeants sanguinaires pour porter le boubou de "présidents démocratiques" en décrétant le multipartisme. C'est le cas au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Niger, au Mali, au Congo etc... Quelques dictateurs - Eyadéma au Togo par exemple - ont du mal à sacrifier à l'air du temps et à faire semblant d'être touchés par la grâce démocratique. Mais la chute de Moussa Traoré contribuera à convaincre les plus stupidement bornés d'entre eux qu'il vaut mieux conserver le pouvoir en faisant mine d'être prêt à l'abandonner dans des élections, plutôt que de le perdre dans des émeutes.

Voilà donc Bongo ou Houphouët-Boigny, dictateurs pendant si longtemps par la grâce de Dieu et surtout, grâce à la

protection de l'armée française, devenus "régulièrement" élus. Kérékou, il est vrai, a dû sacrifier son fauteuil présidentiel sur l'autel des élections. Mais il s'en fallut de peu pour qu'il parvienne à rester, et de toute façon, son successeur constitutionnel a eu l'élégance de lui garantir l'impunité pour tous ses faits et gestes passés de dictateur et la discrète jouissance du magot qu'il a pu ramasser en pillant son peuple.

Les milieux dirigeants des puissances impérialistes, les Bush, les Mitterrand, les Major se réjouissent bruyamment de ce qu'ils appellent l'évolution démocratique de l'Afrique. Ces gens-là qui ont soutenu, financé et armé les plus abjects de nos dictateurs contre leurs propres peuples, font mine aujourd'hui de prétendre que leur souhait de toujours fut que l'Afrique connaisse la démocratie. Les salauds ! Comme si un Bokassa avait pu tenir sans la présence de l'armée française en Centrafrique et sans la protection des hommes politiques français les plus hauts placés

(à commencer par l'ex-président de la République Giscard) ! Comme si Hissène Habré n'avait pas été armé jusqu'aux dents par tous les gouvernements français successifs, de quel bord politique qu'ils soient ! Comme si...mais ce n'est même pas la peine de continuer la liste, car il faudrait citer tout le monde, tant le destin politique de nos dictateurs se décidait à Paris.

MULTIPARTISME, UNE DEMOCRATIE DE FACADE POUR LA PETITE BOURGEOISIE

Mais il n'y a pas que les puissances impérialistes à essayer de nous faire prendre les vessies pour des lanternes, et le multipartisme, pour la démocratie en gestation. Nombreux sont les éléments de la petite-bourgeoisie de nos pays qui couvrent d'éloge l'évolution en cours et présentent le multipartisme comme susceptible de guérir l'Afrique d'à peu près tous ses maux: de la dictature, de la misère, des maladies, des inégalités, des injustices etc. Le FPI, le PIT, le PSI, pour ne citer que des exemples d'ici, trouvent même dans le multipartisme la potion magique qui permettra enfin à l'Afrique de se développer.

Il suffirait pourtant à ces bienheureux d'entrouvrir un peu les yeux pour constater comment un Mobutu a inauguré la libéralisation de la vie politique au Zaïre en massacrant des dizaines d'étudiants contestataires et en noyant dans le sang les émeutes contre la hausse des prix des produits alimentaires. Et à ce que l'on sache, le multipartisme introduit à petite dose au Cameroun n'empêche nullement l'armée du dictateur Biya de tuer, réprimer et emprisonner, comme au temps du parti unique, et Houphouët lui-même de réprimer aujourd'hui des

étudiants.

Mais ces gens-là, dont les représentants fournissent en général les cadres des formations d'opposition dans les pays africainement "multipartistes"; qui cautionnent de leur tapage aussi bruyant qu'inefficace le caractère prétendument "démocratique" des parlements mis en place, montrent seulement les limites étroites de leur démocratisation, même par rapport à la démocratie telle qu'elle se pratique dans les pays bourgeois des pays d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Même sur le strict plan des libertés politiques, le multipartisme n'est qu'une caricature de démocratie. Il y a bien plusieurs partis, des élections et une "opposition" dans le Maroc de Hassan II, mais où sont les libertés élémentaires, où est simplement la protection du citoyen contre les arrestations arbitraires, contre les assassinats sans même un semblant de jugement dans les geôles du régime ? Où sont la liberté d'expression, la liberté d'organisation ou de réunion pour ceux que le régime ne veut pas tolérer ?

Au Sénégal, le multipartisme existe de longue date. Il tolère, il est vrai, une petite dose de libertés pour la petite bourgeoisie des villes avec quelques retombées pour la classe ouvrière elle-même. Des journaux d'opposition peuvent paraître, et ceux qui militent sur le plan syndical n'encourent pas la répression systématique. Mais il suffit de s'éloigner des grands centres urbains, pour que la dictature apparaisse dans toute son hideur quotidienne, dans le pouvoir discrétionnaire de tout détenteur d'autorité, du moindre représentant de l'Etat, militaire, policier ou administratif.

DERRIERE LA DICTATURE POLITIQUE,
LA DICTATURE SOCIALE,
LA DICTATURE DE CLASSE

Et puis, au-delà de ces aspects facilement perceptibles de la dictature, il y en a d'autres, plus profonds, cette dictature qui tient à la vie même des gens, qui impose à la majorité pauvre une vie indigne de notre époque. Quand dans nos pays, des millions d'êtres humains sont réduits à vivre dans des bidonvilles où ils crèvent de faim, de maladies, dans des saletés, à côté de la pourriture, des égouts à ciel ouvert alors qu'il ne manque pas de moyens pour améliorer leurs conditions de vie, c'est ça la dictature! Lorsque des milliers d'enfants à l'âge d'aller à l'école ne le peuvent pas et sont obligés de travailler à l'âge de dix ans et parfois même moins, quoi d'autre si ce n'est la dictature? Et que dire du sort de la femme dans nos sociétés? S'il y a une image qui symbolise toutes les oppressions et la dictature en Afrique, c'est celle de la femme africaine. Les femmes constituent la majorité de nos populations. Elles fournissent, au moins 80% de la force de travail chez nous. Leur effort dans la vie sociale est considérable. Dans certaines régions, des villages entiers vivent grâce à leur génie et à leur travail. Mais sont-elles pour autant considérées, respectées? Vivent-elles comme elles le voudraient? Pour la majorité d'entre elles, une maternité est un luxe dont elles ne peuvent même pas rêver. Ce sont aussi les femmes qui constituent le plus gros contingent des analphabètes de chez nous. On leur refuse le droit à l'éducation. On empêche leur épanouissement en les maintenant dans le cadre étouffant du foyer où elles épuisent leur force dans des tâches de ménage et d'entretien de la maison, comme des esclaves. Pour vivre, certaines n'ont pas

un autre choix que de se prostituer.

Dans nos villages, les femmes font des kilomètres à pied pour aller chercher de l'eau boueuse dans les marigots alors que dans les villes les riches utilisent à longueur de journée de l'eau potable pour leurs jardins et piscines. Des millions de ces femmes assistent impuissantes à la mort de leurs enfants arrachés par des maladies que l'on peut pourtant guérir à peu de frais! Et ceux de ces enfants qui arrivent à survivre sont, dès leur berceau, voués à l'échec, destinés à devenir des chômeurs ou des enfants de la rue. Pourtant combien de ces problèmes-là on peut résoudre avec les sommes colossales que nos dictateurs dilapident dans des choses inutiles, comme la basilique ou l'armement? Combien de maternités, de dispensaires, d'écoles, de routes, de logements peut-on construire avec ces moyens-là? Combien de pompes à eau peut-on forer dans les villages? Combien de médicaments peut-on acheter?

Les responsables de tout ça, c'est le PDCI! Voilà ce que veulent nous faire croire, par exemple, les gens de l'opposition. Par contre, ce qu'ils ne disent pas c'est que tant que la bourgeoisie et ses représentants seront au pouvoir, qu'ils s'appellent PDCI, FPI ou PIT, rien d'important ne peut changer pour les classes exploitées. L'assouplissement de la dictature politique pour une minorité petite-bourgeoise n'aura fait que dissimuler le maintien de la dictature sociale des riches sur les pauvres, l'exclusion, en fait, de la démocratie, de l'immense majorité pauvre de la nation.

La dictature de la faim que nos bourgeoisies et leurs appareils d'Etat imposent aux travailleurs, aux paysans, aux classes pauvres, a pour

contrepartie l'enrichissement de la bourgeoisie. Celle en premier lieu des métropoles impérialistes, dont Houphouët et ses ministres aujourd'hui et peut-être Gbagbo et les siens demain ne sont que les serviteurs, les boys. Richement payés, sans doute, mais boys quand même. Leur rôle, c'est d'assurer la permanence d'un système social injuste qui fait enrichir sans cesse plus une minorité de riches parasites, en enfouissant toujours plus dans la misère ceux qui travaillent, ceux qui produisent, ceux qui créent: les ouvriers qui font marcher les usines, creusent les mines et construisent les bâtiments ; les dockers, les cheminots ou les camionneurs qui chargent, déchargent et transportent ; les ouvriers agricoles ou les paysans pauvres qui rendent les champs fertiles .

Et si aujourd'hui les puissances impérialistes semblent changer de fusil d'épaule, abandonner la dictature ouverte, cynique, au profit de dictatures plus dissimulées, plus hypocrites, c'est pour faire de ces changements de régime une nouvelle tromperie, un nouveau piège. C'est, en réalité, une nouvelle manière que les puissances riches ont trouvée pour désamorcer la colère des opprimés. Ils savent que les régimes de parti unique qu'ils ont imposés pendant trente ans et dont ils ont profité en exploitant sauvagement nos populations ont fait leur temps. Ces ne peuvent plus cacher les inégalités. Les vieilles dictatures usées ne marchent plus. Et s'ils veulent continuer à les maintenir, elles peuvent se retourner contre leurs intérêts en provoquant des explosions sociales profondes. Or, dans la situation de crise actuelle que connaît l'Afrique, dans cette situation où il suffit de toucher au prix du pain pour que les gens descendent dans la rue (comme cela vient de se passer

à Nouadhibo, en Mauritanie) tellement qu'ils n'en peuvent plus, personne ne peut dire si les révoltes, les émeutes et les grèves ne risquent pas un jour de se transformer en une véritable révolution qui balayerait les "grotos" et qui pourraient menacer tout l'ordre impérialiste mondial.

Alors, pour ne pas courir ce risque, ils veulent se débarrasser du parti unique en opérant des changements au sommet sous forme de multipartisme. Ils veulent tout simplement repeindre les dictatures usées et nos chaînes en rose.

Il y a une trentaine d'années, la décolonisation octroyée a servi à faire croire aux masses exploitées qu'il suffit d'avoir un drapeau, un président et des ministres noirs pour que tout aille bien. En réalité, seul a changé la couleur des gardiens de prisons. Malgré la fin de l'infamie colonialiste, l'Afrique est restée cet immense camp de concentration pour pauvres qu'elle a été sous le colonialisme, et au profit des mêmes grands trusts, et souvent, au profit des mêmes dynasties bourgeoises qui ont fait leur fortune par le pillage de l'Afrique et de l'exploitation de ses ouvriers et paysans.

Aujourd'hui, on veut faire croire aux masses exploitées qu'il suffit d'avoir plusieurs partis et de voter pour que les choses changent. Mais la vie réelle des gens, restera la même. Dans les quartiers populaires, dans les bidonvilles, dans les villages, ce sera toujours la même misère, les mêmes injustices, mais aussi le même appareil de répression et la même dictature avec, peut-être au bout, un nouveau dictateur. Des Indes au Brésil, le multipartisme ne signifie ni démocratie ni amélioration des conditions de vie des gens. Il

Considérant

- que l'économie et la société de la Côte d'Ivoire sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient de ce qu'ils accaparent pour eux-mêmes une grande partie du fruit du labeur des ouvriers, des artisans, des paysans pauvres et des petits revendeurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère.

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et entendent eux-mêmes œuvrer dans ce sens. Le parti qui représentera les intérêts de la classe ouvrière devra se fixer pour tâches:

- regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation et de la domination des riches et de leur Etat
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation,
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective:

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire des religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- prévenir les travailleurs contre toutes les illusions envers ces partis d'opposition qui ne cherchent qu'à remplacer l'équipe corrompue au pouvoir, mais qui n'entendent pas toucher à l'organisation économique et sociale qui en conséquence ne pourront que réinstaller la corruption.